

Les tribunes multilatérales sont la preuve concrète qu'en cette ère nucléaire les politiques mondiales ne sont plus l'apanage des superpuissances. La course aux armements nucléaires menace toutes les nations et tous les habitants de la planète. Toutes les nations ont par conséquent le droit de parler haut et fort pour défendre leur avenir.

* * *

Les Nations Unies n'ont pas abandonné leur objectif, adopté en 1959, d'un désarmement général et complet sous un contrôle international et efficace. Un certain nombre d'accords limités ont d'ailleurs été conclus sur leur initiative, par exemple le Traité sur l'Antarctique, le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, le Traité de Tlatelolco et le Traité de non-prolifération. À la Première session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement (UNSSOD I), qui a eu lieu en 1978, les 149 nations participantes ont adopté, par ce qui a été qualifié de « consensus historique », un Document final de 129 paragraphes. Celui-ci comportait un programme d'action énumérant les mesures à prendre « au cours des quelques prochaines années ».

Le Document final établissait que l'accumulation des armes, et particulièrement des armes nucléaires, constitue aujourd'hui bien plus une menace qu'une protection pour l'avenir du genre humain. Seule une mise en œuvre efficace du système de sécurité prévu par la Charte des Nations Unies pourrait amener une paix véritable et durable. Les questions à régler en priorité sont les suivantes : les armes nucléaires; les autres armes de destruction massive, dont les armes chimiques; les armes classiques; et la réduction des forces armées. Comme les armes nucléaires posent le plus grand danger pour le genre humain et pour la survie de la civilisation, le but ultime doit être l'élimination complète de ces armes. Le processus du désarmement devrait faire en sorte que la sécurité de tous les États soit garantie à des niveaux progressivement moins élevés d'armements, tant nucléaires que classiques. Le Document final proposait un programme d'action détaillé et progressif, prévoyant des délais convenus dans la mesure du possible.